

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

Savigny-le-Temple, le 15 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur 

AXEL DUVAL

ZI rue de Maison Rouge
77220 Gretz-Armainvilliers

Références : E23 - 1135
Code AIOT : 0006520548

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 avril 2023 sur l'établissement de la société AXEL DUVAL, situé au lieu-dit « la Garenne » sur la commune de Fontenay-Trésigny (77610).

L'inspection a été annoncée le 27 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEL DUVAL
- Lieu-dit "la Garenne" - 77610 Fontenay-Trésigny
- Code AIOT : 0006520548
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEL DUVAL est autorisée par arrêté préfectoral n° 2019-01 DCSE BPE M du 02 janvier 2019 pour exploiter une carrière de sablon sur le territoire de la commune de Fontenay-Trésigny (77610).

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021 DRIEAT UD 77 162 du 07 décembre 2021 a porté prorogation de la durée de validité de l'autorisation accordée à la société AXEL DUVAL.

L'arrêté préfectoral n° 2022 04 DCSE BPE M du 12 avril 2022 a imposé des prescriptions complémentaires à la société AXEL DUVAL pour l'exploitation de cette carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Travaux préliminaires de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La fiche de constats disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour le point de contrôle. La synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Calendrier des aménagements préliminaires à l'exploitation de la carrière	AP Complémentaire du 12/04/2022, article Article 1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société AXEL DUVAL n'a pas finalisé les aménagements préliminaires et n'a pas commencé les travaux d'excavation pour exploiter le gisement de sablon.

L'exploitant explique souhaiter avoir plus d'informations sur les déclaration du propriétaire de la parcelle cadastrée n° B 157 au sujet de pollutions présentes sur celle-ci, voisine de la carrière, avant de poursuivre les travaux sur la carrière.

2-4) Fiche de constats

N° 1 : Calendrier des aménagements préliminaires à l'exploitation de la carrière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2022, article Article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La section 1 « Aménagements préliminaires » du Chapitre 3 « Dispositions particulières aux carrières » de l'arrêté préfectoral n° 2019-01 DCSE/BPE/M du 02 janvier 2019 susvisé est complétée des dispositions suivantes. Les aménagements préliminaires de la section 1 susmentionnée ont réalisés selon le calendrier suivant : <ul style="list-style-type: none">- Information du public : T0 + 4 mois ;- bornage : T0 + 4 mois ;- eaux de ruissellement : T0 + 7 mois ;- accès : T0 + 7 mois ;- équipements annexes : T0 + 8 mois ;- impacts sur le milieu : T0 + 8 mois ;- mise en service de la carrière : T0 + 9 mois.
Constats : La société AXEL DUVAL n'a pas engagé les travaux pour réaliser les aménagements préliminaires. L'arrêté préfectoral n° 2021 DRIEAT UD 77 162 du 07 décembre 2022 portant prorogation de la durée de validité de l'autorisation accordée à la société Axel Duval a fait l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif. Les délais imposés par l'arrêté préfectoral n° 2022 04 DCSE BPE M du 12 avril 2022 ont été suspendus jusqu'au 10 février 2023, date de la fin de la procédure de contentieux.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.